

De nouveaux défis pour les agricultures méditerranéennes

El Dahr H.

in

Abis S. (coord.), Blanc P. (coord.), Lerin F. (coord.), Mezouaghi M. (coord.).
Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord

Paris : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 64

2009

pages 229-232

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=801117>

To cite this article / Pour citer cet article

El Dahr H. **De nouveaux défis pour les agricultures méditerranéennes**. In : Abis S. (coord.), Blanc P. (coord.), Lerin F. (coord.), Mezouaghi M. (coord.). *Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord*. Paris : CIHEAM, 2009. p. 229-232 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 64)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

De nouveaux défis pour les agricultures méditerranéennes

Hiba El Dahr

Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)

Coordinatrice régionale pour la Méditerranée

L'agriculture est l'épine dorsale des économies des pays en développement. En Méditerranée, et notamment dans certains pays d'Afrique du Nord, elle assure le principal emploi de la population active, ainsi que la subsistance et le revenu d'une forte proportion des populations rurales. Dans la plupart de ces pays, la promotion de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire ne peuvent progresser que si l'agriculture est reconnue par les gouvernements nationaux de ces pays et par leurs politiques comme un secteur prioritaire et un moteur du développement.

Ainsi, pour répondre aux objectifs de sécurité alimentaire d'une population croissante en Afrique du Nord, il faudrait se fixer des orientations claires concernant la productivité agricole pour les années à venir. Pourtant, les éléments essentiels de l'action pour répondre à cet ordre du jour sont manquants malgré les orientations du rapport de la Banque Mondiale en 2008 qui a placé l'agriculture au cœur du développement. Dans la situation actuelle, cinq enjeux pour la région sont prioritaires.

1. Investir plus massivement dans l'agriculture

La principale raison pour laquelle il y a eu un manque d'investissement dans l'agriculture est que les gouvernements, les institutions internationales, les organismes de financement et les organisations à but non lucratif n'ont pas placé l'agriculture au cœur de leurs priorités en sous-estimant sa contribution dans l'économie de leurs pays.

Nous savons tous que les besoins en matière d'investissement dans l'agriculture des pays nord-africains restent très importants. Même si les investissements dans le secteur agricole réduisent la pauvreté quatre fois plus efficacement que l'investissement dans d'autres secteurs, seuls 4% des dépenses de développement sont actuellement consacrés à l'agriculture.

Comment ces investissements devraient être mobilisés pour que l'agriculture participe au développement durable et puisse mieux répondre aux besoins des populations rurales en Méditerranée ? Il est clair que la réponse doit être fondée sur l'investissement dans la production alimentaire locale par le développement des infrastructures et le bon fonctionnement des marchés.

2. Cibler les exploitations familiales et les moderniser sans reproduire le modèle Européen

Les politiques agricoles en Méditerranée devraient promouvoir le développement de la capacité de production du secteur agricole et sa contribution au développement économique général. En Afrique du Nord, le modèle agricole dominant a été organisé en majorité autour de la petite exploitation familiale qui coexiste et survit avec les grandes exploitations modernes telles qu'elles existent actuellement au Maroc ou en Egypte. Or c'est en investissant dans ces petites exploitations que les effets positifs sur l'économie de ces pays pourraient se faire remarquer. Les gouvernements ont besoin de plans pour aider les agricultures de subsistance à se

transformer en entreprises, et à s'affranchir de la pauvreté. Les donateurs et les institutions internationales doivent soutenir ces initiatives.

Car le concept « d'entreprise agricole » et de « paysannerie » organisée dans la petite exploitation ne sont pas forcément contradictoires. Pour être viable, conserver son statut de « protecteur du territoire » et des ressources locales tout en assurant des revenus décents à leurs propriétaires, l'agriculture doit se positionner entre autres comme un fournisseur de services, en d'autres termes comme une entreprise.

Pour ce faire, elle doit renforcer sa position sur les marchés et établir des partenariats avec l'industrie et les secteurs « para-agricoles ». Les politiques nationales ainsi que les partenaires de la communauté du développement devraient soutenir et contribuer pleinement à ce processus.

Il faudrait moderniser les petites exploitations en introduisant les nouvelles technologies (comme c'était le cas dans le modèle de développement en Europe) et en les adaptant aux petites structures. Ces nouvelles technologies existent et l'idée est de les rendre accessibles aux petites exploitations (irrigation, intrants agricoles). Il ne s'agit donc pas de promouvoir le modèle productiviste européen avec un accroissement de la taille des exploitations mais de mettre en place un mécanisme de modernisation et de création de petites entreprises et d'industries rurales à taille humaine (selon les données de la FAO, les petites industries seraient en mesure de créer plus d'emplois que les grandes industries). Ce mécanisme viserait en particulier des entrepreneurs ruraux qui auraient abandonné les zones rurales si les conditions d'une activité économique rentable n'y étaient pas assurées. En d'autres termes, il est nécessaire d'œuvrer pour la modernisation de l'agriculture qui passe par une véritable professionnalisation du secteur.

Les agriculteurs étant les principaux acteurs du secteur agricole, ils devraient à ce titre être dotés des moyens nécessaires pour développer leurs activités. Des programmes d'aide technique et de renforcement des capacités bien ciblés s'imposent pour accroître les capacités du côté de l'offre. Des ressources seraient requises pour la construction d'infrastructures. Un besoin a été exprimé pour que les gouvernements et les organisations internationales canalisent une partie des ressources aux fins suivantes :

- attribuer les ressources directement aux organisations agricoles pour leur permettre de renforcer leurs capacités institutionnelles et leurs capacités de production;
- développer des systèmes de financement rural pour permettre aux petits agriculteurs d'avoir accès au crédit ;
- aider les agriculteurs à obtenir des subventions pour parvenir à respecter les normes reconnues et les programmes de certification spécialisés de leurs productions ;
- créer des systèmes réglementaires, des normes de sécurité sanitaire des aliments et des systèmes de traçabilité ;
- créer des mécanismes de renseignements sur les prix du marché

3. Engager toutes les parties prenantes, et notamment les producteurs, dans la formulation des politiques agricoles et de développement

Les acteurs principaux devraient contribuer aux programmes de développement pour réduire la pauvreté rurale en Méditerranée. Il s'agit de créer un partenariat entre les organisations agricoles et les gouvernements nationaux avec l'aide et la collaboration de l'ensemble de la communauté du développement afin de contribuer pleinement au processus. Les agriculteurs pourront participer à la définition et à la mise en œuvre de toutes les étapes des stratégies de développement agricole et rural, et ce, au niveau local, national et régional. Les agriculteurs

doivent aussi prendre part aux débats sur l'attribution des ressources visant le secteur agricole et notamment de l'aide financière.

4. Promouvoir l'organisation de producteurs

Un enjeu central pour les organisations de producteurs des agricultures familiales des pays concernés consiste à peser sur les marchés mais aussi dans des cadres de négociation des politiques publiques marqués par de fortes asymétries économique, sociale et politique (Bosc *et al.* 2003)¹. Un des objectifs visés par l'idée de la promotion des regroupements des producteurs est la capacité des agriculteurs familiaux à réduire ces asymétries par l'action collective.

Les organisations de producteurs ont une capacité de s'adapter à leur environnement et de faire face aux crises, à l'évolution défavorable des prix, au problème d'exclusion des systèmes de financements ou des moyens de production. Doter les paysans des moyens pour s'organiser efficacement leur donnerait un accès plus facile à la terre, aux crédits, aux technologies et aux ressources. Une stratégie de développement durable en Afrique du Nord donnerait les moyens aux petits d'avoir le même pouvoir de négociation et de lobbying à travers leur organisation. Ces dernières joueraient un rôle efficace dans la diffusion et la transmission organisée des nouvelles technologies à la cible démographique défavorisée qui est « la base de la pyramide » telle qu'elle est perçue par les économistes². Ce transfert aurait un impact favorable sur la modernisation des petites exploitations rurales. Et pour qu'elles jouent ce rôle crucial, les gouvernements devraient investir dans le renforcement des capacités des producteurs pour consolider de manière viable leur structure organisationnelle et leur capacité de production (à travers, par exemple, un cadre réglementaire favorable). L'avenir de la sécurité alimentaire étant en jeu, la FIPA croit fermement que l'investissement des 20 milliards de dollars dans le secteur agricole qu'a promis le G8 pourrait assurer la sécurité alimentaire dans le monde si les organisations paysannes en sont les bénéficiaires. La Méditerranée devrait également en bénéficier pour assurer la stabilité de la région, avec la participation directe de ses agriculteurs.

5. Inscrire les politiques agricoles dans une perspective globale de développement durable incluant la préservation des ressources naturelles et des ressources locales

L'agriculture est au cœur des débats sur le développement, la santé et l'environnement. Les politiques de développement agricole et rural en Méditerranée devraient intégrer les défis du changement climatique et le lien étroit entre celui-ci, l'activité agricole, la pauvreté et la sécurité alimentaire. Il s'agit de promouvoir une agriculture productive et durable à la fois par :

- la mise en œuvre dans ces pays de politiques agricoles visant à améliorer le cadre porteur de l'agriculture, notamment les politiques foncières et hydriques, la vulgarisation et la formation, l'accès au crédit et aux marchés, etc.
- la création de réseaux entre les pays du bassin méditerranéen pour diffuser et appliquer des bonnes pratiques agricoles, en particulier pour réduire la consommation d'eau, d'engrais et de pesticides, encourager l'agriculture biologique, les variétés agricoles locales, les savoir-faire traditionnels, utiliser les énergies alternatives et restaurer la fertilité des sols
- la mise en œuvre de programmes nationaux valorisant la multifonctionnalité de l'agriculture, notamment son aptitude à valoriser les paysages au plan économique et environnemental, les connaissances et les savoir-faire traditionnels ainsi que le patrimoine culturel, grâce au tourisme et les activités annexes.

Pour assurer la viabilité future des espaces ruraux dans cette région, l'agriculture doit se positionner comme un fournisseur de services écologiques tels que la séquestration du carbone, la gestion des bassins versants et la préservation de la biodiversité. Plus largement,

les populations Méditerranéennes rurales devraient se doter de moyens pour s'adapter et contribuer à l'atténuation des effets du changement climatique.

En décembre 2009, à Copenhague, les gouvernements devraient signer l'accord de Copenhague. Ce protocole fixera les engagements pris par les gouvernements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'agriculture devrait être incluse dans ce nouvel accord. Les agricultures méditerranéennes devraient se préparer à faire face à ces nouveaux défis, qui la frappent déjà de plein fouet.

Notes

¹ http://afm.cirad.fr/documents/3_Organisations/ActionCollective/FR/AC_Bosc.pdf

² Prahalad, C.K. (2006), The fortune at the bottom of the pyramid: Eradicating poverty through profits, Wharton Business School